



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



© Aced, Bénin 2021

RAPPORT ANNUEL 2021

Rapport moral
Rapport d'activité
Rapport financier



NOS PARTENAIRES EN 2021

	Agence Française de Développement
	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
	Commission européenne
	Biocoop
	Enseignement agricole
	Fondation Daniel & Nina Carasso
	Fondation de France
	Fondation JM Bruneau
	Fondation Léa Nature
	Métropole de Bordeaux
	Département de Seine-saint-Denis
	Triballat Noyal
	1% pour la planète

SOMMAIRE

NOS PARTENAIRES EN 2021	3
RAPPORT MORAL	5
RAPPORT D'ACTIVITÉ	9
UNE PLATEFORME POUR ÉCHANGER ET AGIR	11
Trois métiers pour la solidarité	12
Vie associative	13
1. POUR UNE AGRICULTURE ET UNE ALIMENTATION DURABLES ET SOLIDAIRES	15
Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)	16
ALIMENTERRE	18
Le site alimenterre.org	20
Plaidoyer : pour des politiques européennes cohérentes avec le développement des agricultures familiales du Sud	21
2. COOPÉRER AUTREMENT	23
Coopérer autrement en acteurs de changement	24
Du PCPA Algérie à Joussour, une année de bilan et de transition	25
Programme Concerté Pluri acteurs Congo en phase d'envol	27
RAPPORT FINANCIER	29
Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI	30
Le compte de résultat par origine et destination	30
Le bilan du CFSI	33
ANNEXES	35
Liste des projets sélectionnés et suivis en 2021	36
Liste des projets pluriannuels suivis en 2021	40
Instances associatives	47
L'équipe salariée au 15 juin 2022	49
Glossaire	51



RAPPORT MORAL

Retour sur les événements de l'année

Pour la deuxième année consécutive, la crise sanitaire a marqué les activités du CFSI, de ses membres et de ses partenaires. Alors que les projets sur le terrain se poursuivaient, les missions à l'étranger et les accueils de ces derniers ont été rares. Les visio-conférences ont toutefois permis de maintenir le lien entre eux et les membres et la préparation du projet associatif pour la période 2022-2031. Revenons sur les moments les plus significatifs de cette année 2021.

Mise en œuvre du plan opérationnel

2021 a vu le CFSI préparer la **clôture des 2 programmes concertés pluri-acteurs** (PCPA) que nous portons :

- **celui du Congo** : après 14 années d'un PCPA très actif, la phase d'envol a conduit les partenaires congolais à définir les suites des dynamiques collectives qu'ils portent sur différentes thématiques pour l'accès aux droits essentiels ;
- **celui de l'Algérie**, qui laisse la place au projet « Jousour au service des objectifs du développement durable », financé par l'Union européenne et la Fondation de France. L'Assemblée générale organisée à Alger les 12 et 13 mars 2021 a statué sur la mise en place d'une association nationale algérienne et d'un collectif européen – à ce jour composé majoritairement d'organisations françaises, qui souhaitent prolonger les échanges avec ce pays.

Les programmes Terres nourricières et Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC) se sont déroulés normalement, malgré les contraintes sanitaires et de personnel.

Les activités d'ALIMENTERRE rencontrent toujours autant de succès grâce au festival de films. J'en ai moi-même été partie prenante en organisant un événement avec le CCFD Terre Solidaire dans mon « village » à Antony à l'occasion du Festisol.

Le programme **Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest** a à son actif 2 ouvrages clé que je cite souvent : *Nourrir les villes, défi de l'agriculture familiale* et *les Batailles du consommateur local en Afrique de l'Ouest*. Il y a de la matière accumulée en 2021 pour un nouvel ouvrage !

L'action commune du CFSI et d'autres ONG membres de la campagne *N'exportons pas nos problèmes* sur la **politique laitière** entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest s'est poursuivie en relayant le plaidoyer de *Mon Lait est Local*. En particulier, retenons l'organisation d'une journée passionnante le 2 décembre 2021 qui a réuni près de cent personnes. Des initiatives locales portées dans plusieurs régions de France sont en cours de développement.

Le programme Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC) a fait le point sur les 9 initiatives pilotes le 13 janvier 2021 et a lancé un appel à projet pour le lancement d'un fonds d'animation territorial. Les 7 projets sélectionnés doivent contribuer à l'ancrage territorial et favoriser les alliances entre les membres. Le conseil de direction du 16 décembre 2021 a permis de faire le bilan de la phase 2 qui se termine fin 2022 et a dessiné les points clé que le CFSI souhaite introduire dans la phase 3 de ce programme.

Retenons aussi que nous avons arrêté en 2021 l'écriture de la feuille de route « CFSI et entreprises marchandes », conclue en Assemblée Générale du 30 juin 2021.

Préparation de l'avenir

Elle s'est faite par le biais de l'élaboration du **projet associatif** et de la préparation du **renouvellement des responsables** que sont le président et le trésorier.

L'élaboration du projet associatif a provoqué de riches débats entre membres et avec plusieurs « experts ». Il est le résultat de cette construction collective qui s'est faite en plusieurs phases :

- des entretiens au premier semestre 2021 ;
- l'élaboration de quatre scénarii pour un futur probable (insécurité généralisée, la Chine domine, le triomphe de la démocratie, le recul de la démocratie avec le triomphe des démocraties) ;
- la réponse des membres imaginant le CFSI dans ces cadres contraignants au deuxième semestre 2021 ;
- deux ateliers se sont tenus début 2022 pour écrire une première version de ce projet à 10 ans pour 2032.

Ce texte a été repris fin mars 2022 au cours d'un conseil de direction exceptionnel, puis mis en débat au sein de chacun des membres. Un grand merci à Mariannick Le Bris qui a accompagné bénévolement ce processus. Il reste maintenant à décliner ce projet en cadre stratégique, c'est un enjeu majeur des mois à venir.

Un petit groupe de travail a sollicité les membres afin de proposer un nouveau Président pour notre plateforme. Malgré quelques contacts intéressants, nous n'avons pas abouti pour l'assemblée générale de juin 2022. Je propose donc d'engager un nouveau mandat, ce qui laissera le temps de réussir la transition.

Christophe Le Picard Ducroux s'est proposé pour être trésorier. Il se présentera au conseil de direction à l'assemblée générale. Le bureau sera ensuite renouvelé à l'automne. Merci à lui d'avoir accepté de s'engager à nos côtés et merci à Rodolphe Carlier de l'efficacité de son temps d'intérim, après le départ de Christophe Alliot, que nous remercions encore une fois de son long engagement à nos côtés.

Le fonctionnement des instances

Les conseils de direction sont organisés tous les deux mois. Les principaux sujets abordés ont été :

Février : point sur le PCPA Congo, discussion et décision sur les perspectives post PCPA.

Avril : connaître les enjeux et les avancées des campagnes *N'exportons pas nos problèmes* et *Mon lait est local*. Suivi des amendements du texte sur le secteur marchand.

Juin : bilan et perspectives concernant l'animation du réseau ALIMENTERRE.

Octobre : bilan et perspectives de la gouvernance de Terres nourricières.

Décembre : programme CAAC et demande d'adhésion de l'association Xylm comme nouveau membre.

Le Bureau s'est réuni ou a été consulté plusieurs fois, en particulier pour approuver les choix préparés par divers comités, qu'il s'agisse du choix d'un prestataire ou d'approuver la sélection d'un appel à projet.

Les autres activités du président

J'ai pu avoir quelques échanges avec des membres de notre plateforme en 2021 : avec le Secours Populaire Français concernant leurs journées en Occitanie les 26 et 27 mai ; avec le GRDR ; avec Cités Unies France et avec le GRET (dont je suis resté membre).

J'ai également participé à l'organisation d'un séminaire à Tlemcen reporté en novembre 2022 sur la lutte contre la désertification avec l'association Échanges Méditerranéens ; contribué à une

semaine de l'Université de Fianarantsoa sur la filière photovoltaïque, ainsi qu'au maintien des liens avec l'Alliance Sciences et Sociétés (ALLISS). J'ai participé aux réunions de l'association La Falaise, qui appuie la formation d'infirmiers au pays Dogon, dont nous suivons avec tristesse les malheurs.

Enfin, j'ai participé aux deux assemblées générales de Coordination SUD des 17 juin et 7 octobre 2021.

A la fin de ce rapport moral portant sur 2021, je ne peux m'empêcher de déborder sur les premiers mois de 2022 et souligner le bousculement stratégique de grande ampleur que nous font vivre les ambitions de la Russie sur l'Ukraine, avec une guerre contre une Europe jugée faible, riche mais dépendante.

Si le gaz se transporte difficilement, les produits alimentaires peuvent plus facilement faire de longs voyages. Les céréales « de toutes les Russies » sont produites à un coût deux fois moindre que celles de l'Europe. En maîtrisant la mer Noire, la Russie pourrait s'attacher les États dépendants d'importations pour nourrir leurs populations à un prix inférieur au marché mondial, en échange d'un soutien hostile à l'Europe.

Tout cela s'ajoute à la rupture de nombreuses chaînes logistiques - déjà atteintes par les conséquences de la pandémie - qu'il faut reconstruire en urgence. Une réponse en ce qui nous concerne : gagner la bataille du consommateur local, ici et là-bas, est une urgence : il faut changer d'échelle dans ce que le CFSI a déjà défriché ! L'Europe doit prendre sa part à un prix raisonnable dans l'apport complémentaire aux pays dépendants des importations alimentaires.

Les scénarios qui nous ont permis d'élaborer le projet associatif avaient d'ailleurs amorcé, mais pas complètement, ce nouvel âge, dont je pense qu'il devrait durer quelques décennies ... En référence à l'analyse de Bertrand Badie, je vois bien « l'impuissance nationale » face à ces enjeux.

Bon courage au CFSI et à nous tous, pour proposer et concevoir des réponses solidaires et pertinentes entre les peuples !

Yves Le Bars
Président du CFSI

RAPPORT D'ACTIVITÉ



////////// Une plateforme pour échanger et agir //////////

Le CFSI se veut et se vit comme une plateforme de solidarité internationale. Ses membres agissent à l'international via des coopérations interassociatives, décentralisées ou intersyndicales.

Le CFSI met au service de ses membres des ressources humaines et financières. L'objectif est de **co-construire et d'accompagner des initiatives de solidarité internationale** et des innovations. **Il anime les échanges** et transforme les pratiques en savoirs partagés. Le **CFSI suscite la création de réseaux** à même de porter des programmes qui resteraient inatteignables pour une organisation isolée.

Le CFSI place **les ODD au cœur de ses engagements**, qui se concrétisent par des actions visant à :

- promouvoir le socle des droits ;
- agir pour des transitions économiques, sociales et environnementales ;
- coopérer sur des enjeux partagés entre territoires ;
- construire la démocratie par des mises en réseaux pluri acteurs ;
- favoriser les innovations et le changement d'échelle.

Trois métiers pour la solidarité

L'équipe du CFSI est mobilisée autour de trois métiers :

- **Elle anime des réseaux d'échanges et des espaces collectifs** avec ses membres et avec des organisations partenaires ou des alliés. Ces espaces concernent une entrée thématique à travers ALIMENTERRE qui mobilise une diversité d'associations en France mais aussi à l'international, les activités de plaidoyer et des entrées géographiques avec les programmes concertés pluri acteurs (PCPA) en Algérie et au Congo.
- Grâce au soutien financier de ses donateurs, de bailleurs publics et privés, **elle accompagne des initiatives** menées par ses membres pour coopérer autrement. Elle mobilise également des partenaires dans les programmes réalisés avec d'autres organisations, comme les PCPA ou le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) avec la Fondation de France.
- **Elle produit et diffuse des connaissances** issues des programmes du CFSI et des expériences de ses membres et de leurs partenaires pour sensibiliser d'autres réseaux, des non-convaincus et interpeller les responsables politiques et économiques.

CHIFFRES CLÉS 2021

Une plateforme associative de 24 membres animée par leurs représentants, des bénévoles et une équipe de 11 salariés

Près de 500 organisations partenaires à l'international

Plus de 365 000 productrices et producteurs accompagnés depuis 2009

1 800 acteurs engagés dans ALIMENTERRE

65 400 spectateurs pour le festival de films ALIMENTERRE

200 000 internautes ont visité nos deux sites cfsi.asso.fr et alimenterre.org

Vie associative

Les organisations membres impliquées dans la gouvernance de l'association

Fin 2021, le CFSI rassemble 24 organisations françaises impliquées dans la solidarité internationale. Ses membres se sont régulièrement impliqués dans les travaux de l'association. Le bureau a validé à distance les propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives. Le conseil de direction s'est réuni six fois. Compte tenu des conditions sanitaires, les réunions ont eu lieu en visio-conférence.

THÈMES MAJEURS DE DISCUSSION DU CONSEIL DE DIRECTION	
Février 2021	PCPA Congo : bilan et perspectives Suivi financier 2020 et budget 2021 Texte sur le secteur marchand
Avril 2021	Plaidoyer : campagne lait Projet associatif
Mai 2021	Validation legs
Juin 2021	ALIMENTERRE Validation de la stratégie de collecte Arrêté des comptes 2020 et budget 2021 Préparation de l'assemblée générale
Octobre 2021	Élection du bureau et répartition des dossiers entre les membres du conseil de direction Présidence : validation du profil et mise en place du suivi de la recherche d'un président Terres nourricières : gouvernance et stratégie
Décembre 2021	Suivi financier CAAC : bilan et perspectives Adhésion Xylm

Les membres s'impliquent dans les **comités d'orientation des programmes** qui proposent et suivent les orientations pour qu'ils répondent davantage aux enjeux agricoles et alimentaires et à la lutte contre les inégalités. Ils participent avec des personnes externes nommées par le conseil de direction à l'étude des projets et proposent une sélection qui est validée par le bureau.

Un comité stratégique composé de trois membres du conseil de direction suit le programme CAAC. Un comité d'orientation stratégique conjoint CFSI / Fondation de France suit le programme Pafao. Le groupe de travail chargé d'animer le processus de travail sur le projet associatif constitué courant 2020 a été renforcé à partir de janvier 2021 grâce à Mariannick Le Bris qui a appuyé l'animation des travaux. Au printemps 2021, la quasi-totalité des membres a accepté de participer à des entretiens qui ont permis d'établir un diagnostic sur la perception du contexte et les changements attendus par les membres du CFSI et les défis et formes d'engagement pour le CFSI. Des personnes non membres du CFSI (partenaires internationaux, chercheurs, membres d'autres réseaux) ont également apporté leur contribution. Durant l'automne, deux ateliers sur les scénarios pour 2032 ont réuni en visio-conférence une cinquantaine de personnes.

Le CFSI, investi dans les espaces collectifs

Le CFSI est adhérent direct de Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Il est membre de son conseil d'administration. Il co-anime le groupe de travail « financements publics français AFD » et participe à la commission agriculture et alimentation, à la commission ODD et à la taskforce COVID-19. Le CFSI est membre du comité de pilotage du Festisol et de son groupe communication. Il est membre d'Alliss, du Don en confiance, du F3e et de la Plateforme pour une autre PAC. Il coanime avec Oxfam France et Agronomes et Vétérinaires sans frontières le collectif informel français *N'exportons pas nos problèmes* qui travaille sur l'action lait.

Il poursuit des échanges avec le Comité 21 sur l'appropriation des ODD par les acteurs non étatiques et avec la Fonda pour faire connaître les travaux du programme CAAC.



© AFL-Oadel, Amap Bénin 2021

/// Pour une agriculture et une alimentation durables et solidaires ///

Suite à la pandémie de Covid-19, les Nations Unies évaluent à 811 millions le nombre de personnes souffrant de la faim fin 2020. Inégalités, pauvreté et aléas climatiques grandissants, sont à l'origine de la faim et de la malnutrition. Le système alimentaire mondial reste inéquitable et engendre une concurrence qui exclut les plus faibles, les femmes et les jeunes. Le CFSI s'engage en faveur de **systèmes agricoles et alimentaires durables et solidaires** qui favorisent le consommateur local.

Les engagements du CFSI sont de trois ordres :

- soutenir l'**innovation paysanne, locale et durable** à l'exemple du programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » ;
- **sensibiliser** les opinions publiques sur les enjeux agricoles et alimentaires à travers **ALIMENTERRE** ;
- plaider pour une **cohérence des politiques européennes et françaises avec les politiques de développement** pour le respect de la sécurité et de la souveraineté alimentaire et du droit à l'alimentation.

Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)

13 projets soutenus dans le cadre de l'appel à projets

L'appel à projet général visait à soutenir des initiatives en faveur de l'accès des produits de l'agriculture familiale au marché de masse. Le CFSI et la Fondation de France ont sélectionné des innovations visant à renforcer la mise en marché des produits locaux, notamment en ciblant les marchés institutionnels ou en impliquant les consommateurs ouest-africains. 13 projets sur 87 dossiers complets reçus ont été sélectionnés et 4 placés sur liste d'attente. Suite à l'annulation d'un projet, 12 ont été finalement financés.

Les temps forts de l'année : changer d'échelle

Septembre 2021 : comment financer les filières agro-alimentaires locales

70 participants ont participé à un webinaire de restitution d'un travail de recherche sur les difficultés du « financement des filières agroalimentaires locales en Afrique de l'Ouest ». Un Coup de pouce test sera lancé début 2022 en partenariat avec la Sidi et Investisseurs et partenaires. Il vise à proposer aux PME et coopératives du réseau Pafao un dispositif financier afin de répondre aux difficultés d'accès aux dispositifs de financements d'investisseurs solidaires.

Novembre 2021 : l'alimentation scolaire en circuits courts

Dans le cadre des activités de l'animation pays portée en partenariat avec Inter-réseaux Développement rural, un état des lieux sur les enjeux de l'alimentation scolaire au Bénin, Burkina Faso, Sénégal et Togo a été réalisé. 100 personnes ont participé à un webinaire organisé avec les plateformes paysannes nationales de ces quatre pays. Outre la diffusion de connaissances, cet événement a permis le lancement de dynamiques d'échanges sur ce thème.

Le forum de discussion en ligne Roppa-Pafao-Jafowa : capitaliser

68 des 89 projets en cours ont une dimension agroécologique, allant des pratiques culturelles, des techniques de préservation des ressources ou d'adaptation aux changements climatiques à la labellisation des produits sains.

En 2021, le forum s'est concentré sur la thématique des bio-intrants. Nous assistons en effet à une multiplication des initiatives de production ou de fourniture d'intrants « bio » en Afrique de l'Ouest. Poussés par ce créneau porteur, un grand nombre d'acteurs (PME, multinationales, géants de la chimie) multiplient les partenariats avec les gouvernements et les organisations paysannes ouest-africaines.

25 personnes ont apporté leur contribution pour répondre à la question « L'achat de bio-intrants par les paysans auprès de groupes privés n'est-il pas une piste à explorer ? ».

Parmi les participants se trouvaient des représentants d'ONG mais aussi un certain nombre de personnes issues d'organisations paysannes ouest-africaines. Les conclusions ont relevé qu'il s'agissait surtout d'un boom de l'offre et que, sans soutien aux PME locales de fabrication des bio-intrants, ce phénomène ne pouvait être ni écologique, ni porteur d'un véritable développement territorial ([voir la synthèse](#)).

LE PROGRAMME PAFAO EN QUELQUES CHIFFRES

Créé en 2009 par la Fondation de France et le CFSI, le programme Pafao **renforce la capacité de l'agriculture familiale ouest-africaine, paysanne et durable, à nourrir les villes et les zones rurales**. Malgré des politiques publiques largement défavorables et un sous-financement patent, celle-ci a démontré son potentiel quant à la production d'alimentation (elle assure 80 % de l'alimentation consommée de la région), l'emploi et la durabilité écologique.

La soutenir constitue une solution au problème de la faim qui a progressé ces dernières années et concerne plus de 811 millions de personnes dans le monde.

Le programme identifie les innovations locales et paysannes qui connectent l'agriculture familiale aux marchés. Il anime la capitalisation des expériences entre des organisations, soutient le changement d'échelle des innovations et articule les actions avec les plaidoyers politiques.

Il s'appuie sur des organisations ouest-africaines en partenariat avec des organisations françaises ou européennes, mais aussi sur des réseaux paysans régionaux.

Depuis sa création, Pafao c'est :

- 297 projets dans 14 pays
- 23 coups de pouce pour élaborer des stratégies de changement d'échelle et 11 coups de pouce pour répondre à la crise Covid-19
- près de 365 000 producteurs et plus de 30 000 transformateurs accompagnés, dont 40 % sont des femmes
- près de 10,5 millions de consommateurs concernés
- un travail en collaboration avec 168 organisations ouest-africaines et 89 organisations européennes
- des liens forts et structurels avec le principal réseau paysan d'Afrique de l'Ouest, le Roppa
- en 2021, 89 projets Pafao étaient en cours.

2021 est l'année des retrouvailles en physique et de la remobilisation. Les acteurs du réseau ont été particulièrement nombreux à se mobiliser et à organiser des projections-débats en présentiel. Les contraintes liées à la situation sanitaire, notamment l'obligation d'appliquer le passe sanitaire, ont eu un impact sur le nombre de personnes sensibilisées.

Les temps forts de l'année



15 OCTOBRE – 30 NOVEMBRE 2021

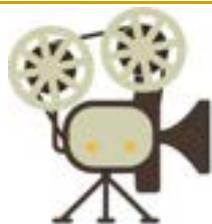
La 15^e édition du festival ALIMENTERRE a été marquée par une forte mobilisation du réseau. Le nombre de projections-débats organisées a dépassé celui de l'année de référence 2019. Avec 1 420 projections-débats partout en France et à l'international, plus de 65 400 citoyens ont été informés et sensibilisés. 9 films ont servi de supports à plus de 840 heures de débats. L'engagement citoyen des jeunes a été à l'honneur durant cette édition. Les discussions liées à l'agriculture durable, aux alternatives de commercialisation, aux impacts de nos choix de consommation et aux politiques agricoles et alimentaires ont également occupé une grande place.

Au regard de l'engouement des organisateurs et des publics pour la version en ligne à la fin de l'édition 2020, le festival a été proposé également en deux versions aux organisateurs. Les acteurs du réseau ont quasi unanimement opté pour la version en salle et ont eu plaisir à se retrouver en présentiel autour de moments plus conviviaux qu'en ligne. Les contraintes réglementaires et sanitaires pesant sur les événements publics ont néanmoins réduit le nombre de participants.

LE FESTIVAL ALIMENTERRE EN QUELQUES CHIFFRES	
<p>Depuis 2000, le CFSI a pour objectif la sensibilisation des citoyens sur les enjeux alimentaires mondiaux.</p> <p>Il anime le Festival, le Prix et le réseau ALIMENTERRE en partenariat avec des acteurs du monde agricole et de la solidarité internationale.</p>	<p>Depuis le début du festival en 2007 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 653 400 personnes sensibilisées • 13 650 événements organisés

Le Bilan 2021 du festival

Un nombre d'événements en augmentation mais moins de participants en raison de la situation sanitaire



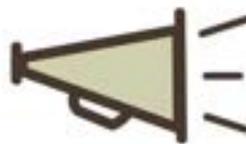
1 650

SEANCES



65 400

SPECTATEURS



1 800

ACTEURS IMPLIQUÉS



13 pays

EN PLUS DE LA FRANCE

9 documentaires

52 % jeunes
48 % grand public

96 % des séances en France

Belgique, Bénin, Cameroun, Canada, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, France, Guinée-Bissau, Haïti, Maroc, Sénégal, Suisse, Togo

Icônes d'illustration © Freepick



MAI 2021
8^e édition du Prix ALIMENTERRE

Organisé en partenariat avec la direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, le Prix ALIMENTERRE donne la parole aux jeunes entre 14 et 25 ans. Depuis 2019, il récompense les initiatives novatrices des jeunes afin de sensibiliser et mobiliser sur les enjeux agricoles et alimentaires.

Sur les 15 projets originaux proposés en 2021, trois ont été lauréats :

- « **Jeunes et engagé(e)s pour un meilleur vivre ensemble** », livre de recettes éco-citoyennes élaboré par les élèves du collège REP Jacques Twinger, à Strasbourg, en binôme avec les enfants d'un orphelinat au Cameroun ;
- « **Soupe durable et solidaire** », travail de sensibilisation au gaspillage alimentaire et de valorisation des invendus, réalisé par les élèves du lycée agricole Pierre André Chabanne ;
- « **Web TV alimentation durable** », reportages vidéo autour de l'alimentation durable réalisés par un groupe de 4 élèves de terminale du Campus Vert d'Azur à Antibes.

La remise des prix a été organisée en ligne lors de la formation ALIMENTERRE ouverte à tout le réseau. Le concours étant décliné au Sénégal depuis 2020, les jeunes lauréats français et sénégalais ont présenté leur projet à cette occasion. Les jeunes français se sont également rendus au Salon de l'agriculture en mars 2022 pour y partager leurs initiatives sur le stand du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

LES FUTURS PROFESSIONNELS AGRICOLES MOBILISÉS

Une note de service est envoyée à tous les établissements de l'enseignement agricole. Leur implication est encouragée par la Direction de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, par ses directions régionales (DRAAF) et par ses Réseaux d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (Red), de l'enseignement privé (Cneap) et des Maisons familiales rurales.

- plus de la moitié des événements ALIMENTERRE se sont déroulés dans des écoles et lycées, dont la majorité dans les établissements d'enseignement agricole, notamment à travers des projections débats organisés par les enseignants. 179 établissements se sont mobilisés et près de 16 100 jeunes ont été sensibilisés ;
- la formation ALIMENTERRE organisée avec Supagro Florac et le Red à destination des coordinations et de l'enseignement agricole a été déclinée en ligne en deux webinaires et a permis d'ouvrir les réflexions à un public plus large.

Le réseau ALIMENTERRE continue à se structurer sur tout le territoire

Le CFSI anime le réseau ALIMENTERRE composé des partenaires nationaux, des coordinations qui animent les actions sur les territoires et des organisations locales. Le but est d'encourager la formation et la mise en réseau des acteurs sur leur territoire, l'échange et le développement d'innovations pédagogiques, la démultiplication des espaces de débat et de sensibilisation et la valorisation des initiatives pour susciter l'engagement citoyen. Il se réunit plusieurs fois par an pour échanger sur les réalisations et les perspectives.

Le CFSI accompagne 16 associations, dont 14 en France et 2 en Afrique de l'Ouest, pour déployer ALIMENTERRE tout au long de l'année sur les territoires. Ces associations intègrent une démarche territoriale et pluri-acteurs, animent des réseaux regroupant organisations de

solidarité internationale, de la transition agricole et alimentaire et adaptent les messages pour mieux relier les enjeux locaux et globaux et sensibiliser de nouveaux publics.

Au niveau national, le CFSI a mobilisé 35 têtes de réseaux nationaux représentant le monde agricole et alimentaire, des organisations de solidarité et des associations de défense de l'environnement.

Le site alimenterre.org

En 2021, le site web alimenterre.org a accueilli 176 000 internautes, totalisant 234 000 visites, une belle évolution depuis le lancement de sa nouvelle version en 2019.

Le site interactif alimenterre.org est une plateforme de ressources sur 12 thématiques qui permet de trouver des informations et des outils tout au long de l'année sur les sujets agriculture et alimentation.

Il est également la vitrine du festival à l'automne. Les organisateurs inscrivent leur événement pour que le public y trouve des événements près de chez eux ou en ligne.

Les projets soutenus en Afrique de l'Ouest par le programme Pafao sont également visibles sur un espace cartographique du site.

ZOOM SUR LA PLATEFORME ALIMENTERRE.ORG

Le site de ressources alimenterre.org a fêté ses 10 ans fin 2021. D'une simple rubrique agenda sur le site du CFSI, l'information ALIMENTERRE a trouvé une audience avec près de 20 000 visites par mois en 2020-2021. Plus de 1 000 ressources sont en ligne. Cet anniversaire a été l'occasion de faire le bilan des ressources les plus vues par les internautes.

- le résumé d'une étude de la FAO sur l'[impact du gaspillage alimentaire](#) a été vu 16 000 fois ;
- la fiche du film [Recettes pour un monde meilleur](#) a été vue 11 700 fois ;
- la fiche de capitalisation [Mieux conserver l'oignon pour mieux le vendre](#) a été vue 6 200 fois.

Plaidoyer : pour des politiques européennes cohérentes avec le développement des agricultures familiales du Sud

Le CFSI mène un plaidoyer en faveur d'une Politique Agricole Commune (Pac) solidaire avec le Sud et contre les Accords de partenariat économique entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest. En synergie avec le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao), le plaidoyer du CFSI vise prioritairement à soutenir en France les paysans ouest africains et leurs mobilisations.

Les acteurs de la filière lait local se mobilisent en Afrique de l'Ouest

En 2021, le CFSI a poursuivi le plaidoyer collectif mené en faveur des acteurs de la filière lait en Afrique de l'Ouest. Ce plaidoyer résulte d'une collaboration initiée dès 2013 avec le programme Pafao. Ce sujet est à la fois, une priorité pour les organisations paysannes ouest-africaines partenaires du Pafao qui ont lancé la campagne *Mon lait est local* en juin 2018, et une illustration des enjeux de la mise en cohérence des politiques européennes avec le développement (Pac, politique commerciale). La campagne *Mon lait est local* s'est saisie de « l'offensive lait », stratégie de la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) en faveur de la filière lait. Elle a renforcé les liens entre les organisations ouest-africaines ce qui a conduit à la mise en place d'une alliance composée de 17 pays début 2022.

LA CAMPAGNE MON LAIT EST LOCAL DEMANDE :

- la réduction de la production laitière européenne (excédents destinés à l'exportation) ;
- des exportations européennes responsables qui ne nuisent pas à la filière ouest africaine ;
- des investissements responsables privilégiant les achats locaux de lait ;
- l'arrêt des exportations de lait réengraissé.

Le plaidoyer en Europe vise à relayer ces demandes et à favoriser l'ouverture d'espaces de dialogue entre la campagne *Mon lait est local* et des responsables politiques et économiques européens afin de contribuer aux changements attendus.

Les faits marquants de l'année

N'exportons pas nos problèmes

En soutien à la campagne *Mon lait est local*, le CFSI coordonne avec AVSF et Oxfam France le collectif *N'exportons pas nos problèmes*, qui regroupe 13 organisations (associations de solidarité internationale et organisations actives en France (ONG, organisations paysannes et syndicats, dont 6 membres du CFSI). *N'exportons pas nos problèmes* bénéficie de l'appui de chercheurs du Cirad, de l'Inrae, de l'Institut de l'élevage, de l'Académie d'agriculture de France et de l'Université de Louvain. Il collabore avec la campagne belge *N'exportons pas nos problèmes* et est en lien avec deux organisations paysannes européennes (European Milk Board et EVCV, la coordination européenne Via Campesina).

Parmi les temps forts de l'année :

- poursuite du dialogue avec le Cniel (interprofession laitière française, qui regroupe les producteurs laitiers, les entreprises laitières et la grande distribution). Le conseil d'administration du CNIEL a validé en février 2021 le lancement d'une concertation avec *Mon lait est local* et l'appui de *N'exportons pas nos problèmes* : ce dialogue doit se concrétiser en 2022 ;

- avec la Fédération générale agroalimentaire de la CFDT, premier syndicat dans les entreprises laitières, le CFSI a participé à la rencontre qui a rassemblé plus de 200 représentants syndicaux de l'industrie laitière pour échanger sur les enjeux de la filière ;
- le CFSI, en partenariat avec l'AFD et *Mon lait est local* et *N'exportons pas nos problèmes*, a organisé un webinaire sur le sujet en décembre 2021. Chercheurs, chargés de programme d'ONG de terrain, responsables d'unités de transformation de lait local et acteurs publics sont intervenus devant une centaine de participants pour présenter les défis de la filière.



Coopérer autrement

La faiblesse et l'isolement d'une société civile constituent un lourd handicap pour progresser dans le changement, le développement et la démocratie. Le CFSI s'est engagé à relever le défi **d'accompagner des sociétés civiles à se structurer**. Cet engagement se concrétise dans deux pays ayant connu de longues guerres civiles : l'Algérie et la République du Congo.

Le CFSI s'attelle, avec ses membres, à **renouveler les façons de coopérer et tisser des liens de solidarité**, pour encourager un apprentissage mutuel sur les effets du dialogue entre acteurs publics, économiques et la société civile.

Trois principes organisent cette démarche :

- s'inscrire dans une **approche pluri acteurs** associant organisations de la société civile, pouvoirs publics et secteur marchand ;
- soutenir des coopérations mutuelles et des **solidarités de territoire à territoire** ;
- privilégier le **temps long** de la concertation.

Coopérer autrement en acteurs de changement

Entré dans sa seconde phase en 2019, le CAAC accompagne les évolutions des pratiques de coopération, en France comme dans d'autres pays, pour mieux lutter contre les inégalités ici et ailleurs et construire des partenariats égaux, capables d'agir sur des enjeux communs, locaux et internationaux, à l'instar des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Les faits marquants de l'année

Mise en œuvre des initiatives pilotes

Un bilan à mi-parcours des 9 initiatives pilotes a été organisé le 7 janvier 2021. Celles-ci mobilisent 14 membres du CFSI au Salvador, aux Philippines, en Inde, au Bangladesh, au Japon, en Guinée, au Mali, au Sénégal, en Algérie et en écho dans les Pays de la Loire, en Occitanie, dans les Hauts-de-France, en Ile de France et en région Auvergne Rhône-Alpes. Ils agissent en particulier sur l'insertion citoyenne, sociale et professionnelle des jeunes et des femmes, l'économie sociale et solidaire, les questions posées par les changements écologiques.

Faire réseau et travailler son ancrage territorial

Les lignes directrices d'un nouvel appel pour le fonds d'animation territorial ont été publiées en mai. Ce fonds vise à diffuser les questionnements et acquis du programme, d'abord entre membres, puis à destination d'un cercle plus large, afin de promouvoir les pratiques de solidarité internationale en France. Cinq nouvelles propositions d'animation ont été instruites en décembre, toutes acceptées s'ajoutant aux deux autres déjà financées fin 2020. Elles se déroulent dans les Alpes-Maritimes, le Calvados et la Manche, les Hauts-de-France et les Pays de la Loire. Elles mettent l'accent sur l'implication de nouvelles organisations dans des actions de solidarité (entreprises de l'ESS, syndicalistes, filière biologique, agriculteurs ou encore centres d'accueil pour réfugiés).

Produire et partager des connaissances

La capitalisation analyse les effets des partenariats pluri-acteurs sur les territoires et en particulier en France. Démarré en 2020, le processus s'est poursuivi en particulier sous forme d'ateliers entre janvier et février 2021. Ils ont permis à 17 membres de réfléchir sur leur positionnement en tant qu'acteurs de développement en France et sur la place de la réciprocité avec les partenaires internationaux dans leurs stratégies et logiques d'intervention.

LE PROGRAMME COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT EN QUELQUES CHIFFRES

Depuis 2014, le programme CAAC propose aux membres du CFSI d'expérimenter de nouvelles manières de coopérer, des partenariats plus divers, des champs d'action en France et à l'international - autour d'enjeux partagés qui relie l'économique et le social - pour mieux lutter contre les inégalités.

Le CAAC est un programme dédié aux membres du CFSI :

- sur la période 2014-2018 : 9 projets portés par 10 membres, 70 partenaires en France et dans 17 pays. Ils ont bénéficié directement ou indirectement à 460 000 personnes ;
- sur la période 2019-2021 : 9 projets portés par 14 membres, une centaine de partenaires en France et dans 14 pays.

En 2021 :

- 7 animations territoriales dans 6 régions de France, mobilisant 9 membres
- 17 membres mobilisés dans le processus de capitalisation
- 11 notes d'étapes, de préparation ou de bilan produites en 3 ans

Du PCPA Algérie à Joussour, une année de bilan et de transition

Dans un contexte de pandémie mondiale, de fermeture des frontières et de confinement, le Programme Concerté Pluri Acteurs (PCPA) Algérie a été clôturé fin mai 2021. Un nouveau projet « Joussour au service des ODD » a été lancé.

Les temps forts de l'année

Mars : dernière Assemblée plénière du PCPA Algérie

L'assemblée plénière a été organisée en visio-conférence et a rassemblé 119 participants pendant deux jours. Le bilan du Programme a été présenté ainsi que le lancement du nouveau Projet « Joussour au service des Objectifs de développement durable » avec le soutien renouvelé de la Fondation de France et de l'Union européenne, qui devient ainsi le bailleur principal de Joussour.

En outre, afin de valoriser les associations membres du PCPA Algérie ainsi que leurs apprentissages, un coffret de capitalisation a été produit et a rassemblé l'ensemble des livrables de capitalisation de la dernière phase du programme à savoir : deux films, un recueil portant sur le parcours d'acteurs associatifs de génération, de genre, de territoires différents, une étude des pratiques de communication des associations membres, une étude sur la mobilisation des associations algériennes et françaises pendant la pandémie pour soutenir les populations les plus fragiles et un album photographique.

En parallèle, le vade-mecum du programme visant à capitaliser les apprentissages liés au soutien à des projets concrets au service des populations et à l'animation d'un réseau pluri-acteurs sur les deux rives de la Méditerranée a été engagé. Il sera diffusé en 2022.

Printemps : lancement du nouveau projet « Joussour au service des Objectifs de développement durable »

Le nouveau projet ambitionne de contribuer aux Objectifs de développement durable comme l'avait recommandé l'évaluation. Un premier fonds d'Appui dédié à soutenir des coopération(s) de territoire(s) à territoire(s) a été lancé. Il a pour objectif de renforcer les dynamiques territoriales en Algérie et entre des acteurs associatifs algériens et français. Une trentaine d'intentions de projets ont été reçues en décembre sur des thématiques variées telles que la lutte contre les violences faites aux femmes, la prévention de l'immigration clandestine, le revitalisation d'une oasis, la lutte contre les fléaux sociaux ou bien encore, la prévention de l'échec scolaire. La clôture de l'appel restreint a été fixée fin février 2022 pour une réunion du comité d'attribution en mars 2022.

En outre, les acteurs du PCPA se sont réunis sur les deux rives pour travailler en Algérie sur les modalités de création d'une association nationale issue de Joussour et sur la rive Nord, pour constituer un collectif informel européen animé par le CFSI.

LE PCPA JOUSSOUR EN QUELQUES CHIFFRES

Joussour rassemble 119 organisations membres, associations des deux rives, collectivités locales, services déconcentrés de l'État et universités...

Entre 2008 et 2021, le PCPA Algérie a soutenu 202 projets dont 198 ont été menés à terme (4 projets ont été annulés pour cause de pandémie). Ces projets ont bénéficié à plus de 500 000 personnes.

- Les produits de capitalisation sont accessibles sur le site de Joussour
- La page Facebook de Joussour compte 9 878 abonnés et les Newsletter sont diffusées à plus de 1 660 personnes.
- Au total 114 personnes ont assisté à la dernière Assemblée plénière de Joussour organisée en visio pour cause de pandémie.

Programme Concerté Pluri acteurs Congo en phase d'envol

En 2021, le programme a progressé vers « son envol » : les 15 dynamiques collectives ont continué d'exécuter leurs plans d'actions, avec un accompagnement mensuel de l'équipe du programme. C'est sur elles que reposera l'après-PCPA pour poursuivre le dialogue et la construction d'une société civile forte à partir des territoires. En parallèle, l'équipe du PCPA a été accompagnée pour « changer de posture » et passer le relai à ces nouveaux pôles d'actions de la société civile. Les deux projets déposés auprès de bailleurs publics pour d'obtenir des fonds pour la mise en place des centres de services pour des OSC congolaises par des OSC congolaises, n'ont pas abouti.

Les faits marquants de l'année

Renforcer des dynamiques collectives et accompagner la cellule exécutive

En 2021, 15 collectifs d'organisations de la société civile, appelés « dynamiques collectives » ont été soutenus, pour travailler sur le sujet de leur choix d'intérêt local (10 dynamiques) ou d'intérêt national (5 dynamiques). Ils visent l'amélioration du bien-être des populations cibles, par une action de la société civile en mobilisant les pouvoirs publics concernés, soit pour leur demander de mieux s'impliquer, soit pour leur demander d'appliquer des textes ou d'améliorer la prise en compte d'une situation sociale ou économique.

Ces dynamiques ont vocation à se poursuivre après la fin du PCPA et sont accompagnées pour atteindre la plus grande autonomie, organisationnelle et fonctionnelle possible. Des consultants externes sont mobilisées pour aider la cellule exécutive à leur transférer le métier d'animateur.

Préparer l'après-PCPA

Un comité transitoire de 10 membres, cooptés par le comité de pilotage, a poursuivi ses réflexions et consultations des membres pour savoir ce qu'il conviendrait de maintenir après le PCPA. Il a abouti à la conclusion de créer un réseau des dynamiques collectives, afin de maintenir une circulation d'information entre dynamiques, porter des messages communs et organiser la visibilité de la société civile congolaise auto-organisée.

Poursuivre l'étude d'impact

L'étude d'impact analyse l'émergence de leaders associatifs et de dynamiques inter-associatives et des dialogues pérennes entre pouvoirs publics et OSC. Elle sera finalisée en 2022. Elle met en exergue la capacité du PCPA d'impulser des processus significatifs de concertation entre OSC autour de dynamiques collectives qui permettent de développer une vraie vie associative, de se professionnaliser, puis d'entrer en dialogue sur leurs thématiques de travail avec les pouvoirs publics.

LE PCPA CONGO EN QUELQUES CHIFFRES

Dans sa phase d’envol (2018-2022), le PCPA compte 143 membres : organisations de la société civile congolaise et française et collectivités territoriales congolaises, actives dans la lutte contre la pauvreté et le respect des droits au Congo.

Le programme renforce la société civile congolaise, en dialogue avec ses homologues français et les pouvoirs publics. Il promeut le « faire ensemble » pour une société civile reconnue par les populations comme par les autorités, du fait

- 15 projets – plans d’actions - portés par des collectifs inter-associatifs appelés « dynamiques collectives » ; ils rassemblent 40 OSC et 12 pouvoirs publics ; ils travaillent sur des sujets sociaux (insertion des jeunes, accompagnement de personnes vivant handicap, etc.), de développement rural (filière cacao, pistes rurales), ou encore de veille citoyenne (droit des consommateurs, dette publique, etc.)
- 19 projets permettent à plusieurs OSC, soit de poursuivre l’approche fondée sur les droits expérimentée en 2019, soit de se former selon les domaines et les compétences souhaitées.
- 150 : c’est le nombre de représentants des pouvoirs publics mobilisés dans le cadre de ces projets sur leurs territoires : départements, communes, quartiers et services déconcentrés, voire des ministères.

De 2008 à fin 2021, le PCPA Congo c’est :

- 150 projets portés par des associations
- 250 000 personnes ont participé aux projets ou vu leur situation s’améliorer
- 257 pouvoirs publics mobilisés dans les projets sur leurs territoires : départements, communes, quartiers
- une page Facebook et un site internet :
<https://www.facebook.com/pcpacongo.brazzaville>
<https://pcpacongo.org/>

RAPPORT FINANCIER

Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI

Le CFSI est une plateforme qui regroupe des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Ses activités s'organisent autour de ses deux missions sociales : agriculture et alimentation, société civile et participation¹. Elles se concrétisent par le soutien financier à des actions réalisées principalement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les membres et les partenaires du CFSI les mettent en œuvre grâce à l'engagement solidaire des donateurs du CFSI et aux fonds octroyés par des bailleurs privés et publics, notamment l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union européenne. Pour chacun des programmes, un comité comprenant des intervenants bénévoles spécialisés sur une thématique (par exemple agriculture et alimentation), des représentants d'organisations membres et des salariés du CFSI sélectionnent les propositions de projets. Le bureau du CFSI, composé de 4 personnes élues, en assure la validation. Chaque action fait l'objet d'une convention avec le porteur. Elle est alors suivie de manière précise et s'intègre à des programmes plus globaux. Ceux-ci peuvent faire l'objet d'évaluations externes et d'audits. L'équipe salariée anime des réunions de partage d'expériences pour tirer les enseignements des activités menées. Elle anime le réseau **ALIMENTERRE** pour sensibiliser les consommateurs aux enjeux d'une agriculture et d'une alimentation durables et solidaires et mène un plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation.

Le compte de résultat par origine et destination

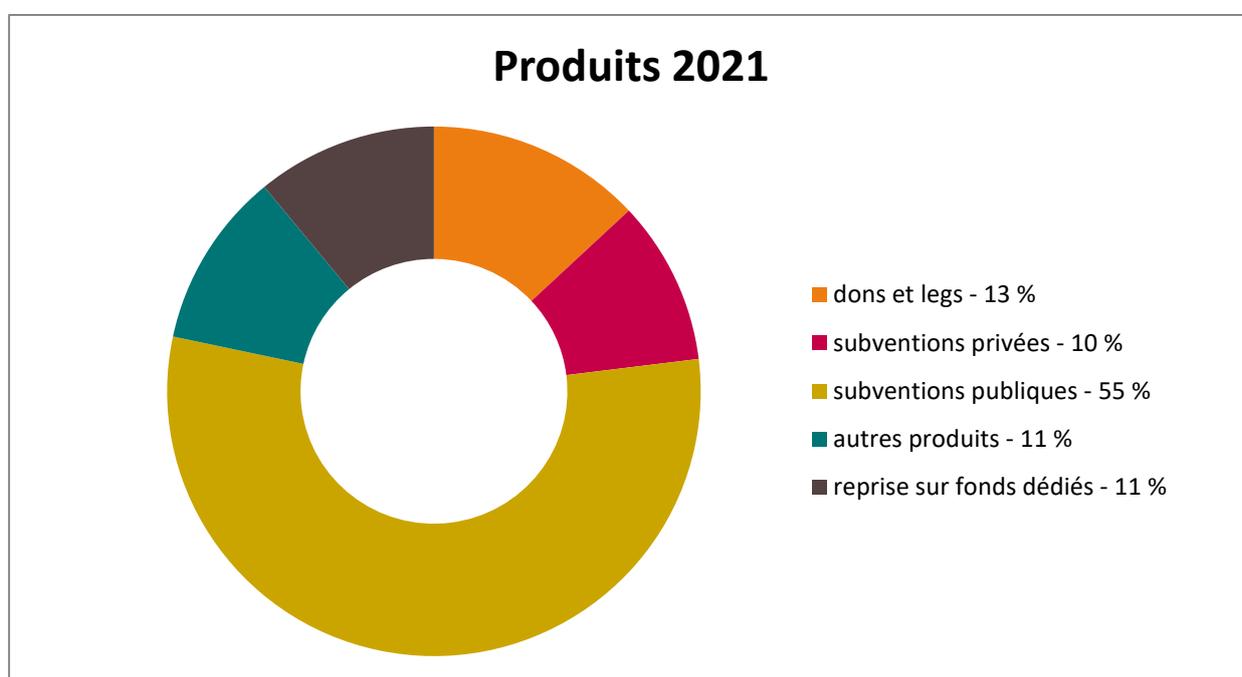
A / PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION EN EUROS	TOTAL 2021	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE		
Dons et mécénat	612 647	612 647
Produits non liés à la générosité du public	973 379	
Subventions et autres concours publics	2 596 309	
Utilisation des fonds dédiés antérieurs	515 041	102 201
TOTAL DES PRODUITS	4 697 376	714 848
CHARGES PAR DESTINATION		
Missions sociales	2 555 434	401 637
Frais de recherche de fonds	279 430	266 211
Frais de fonctionnement	301 990	0
Dotations aux provisions	15 113	0
Impôts	424	0
Reports en fonds dédiés de l'exercice	1 544 573	47 000
TOTAL DES CHARGES	4 696 964	714 848
Excédent	412	0

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL 2021	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE		
Contributions volontaires non liées à la générosité du public	74 999	
TOTAL DES PRODUITS	74 999	0
CHARGES PAR DESTINATION		
Contributions volontaires aux missions sociales à l'étranger	74 999	
TOTAL DES CHARGES	74 999	0

¹ La mission sociale « Agriculture et alimentation » correspond aux activités en faveur du droit à l'alimentation – la mission sociale « Société civile et participation » aux activités qui visent à « Coopérer autrement ».

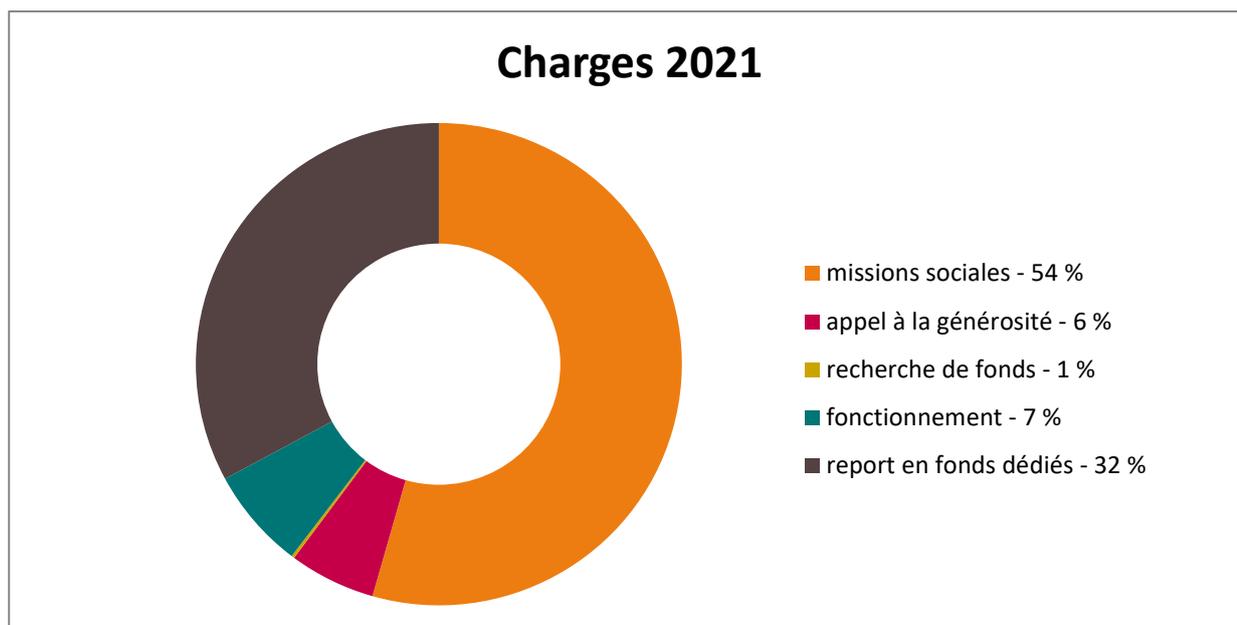
Les produits proviennent de :

- 1) fonds privés (34 %) qui comprennent :
 - les ressources issues de la générosité du public (13 % des ressources) qui comprennent une donation et des dons des particuliers ;
 - des subventions privées qui correspondent à des soutiens de fondations, notamment de la Fondation de France ;
 - des autres produits, à savoir les cotisations des membres du CFSI, les participations financières des membres et des partenaires à des programmes ;
- 2) fonds publics (55 %) qui correspondent à des subventions de l'Agence Française de Développement et de l'Union européenne. Elles cofinancent les activités menées dans le cadre des missions sociales du CFSI. Une part réduite de ces subventions finance le fonctionnement ;
- 3) reprise des fonds collectés lors des exercices antérieurs et dédiés à des engagements pluriannuels (11 %).



Les charges comprennent :

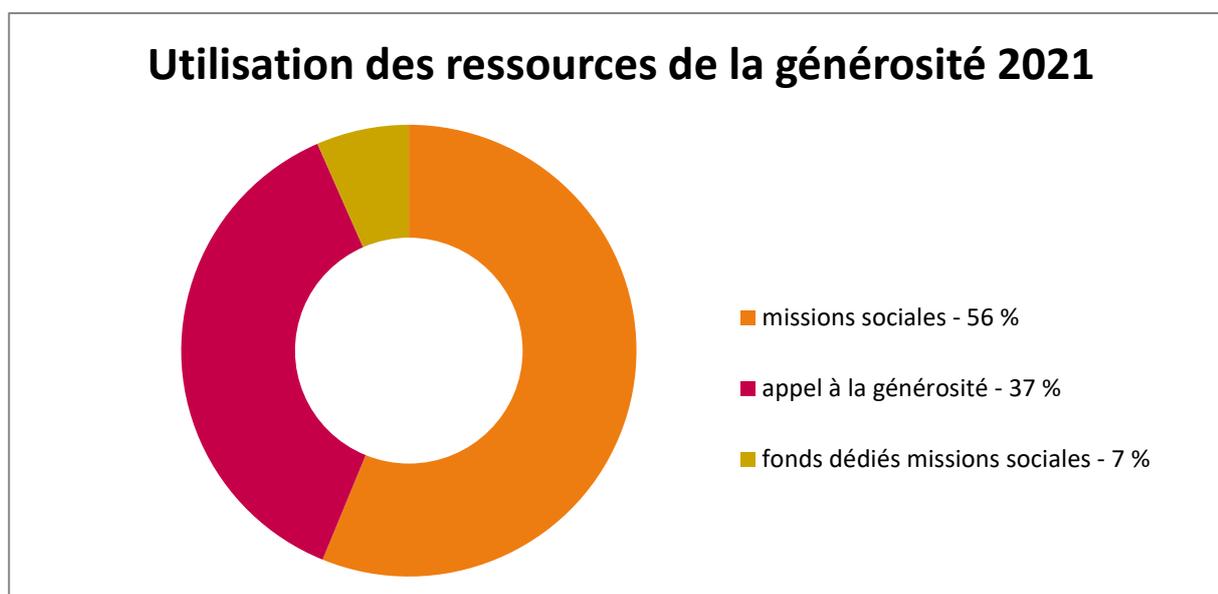
- les missions sociales qui correspondent à la mise en œuvre les deux axes de travail du CFSI : agriculture et alimentation, coopérer autrement. Elles se déclinent majoritairement à l'international par le soutien à des actions en faveur du droit à l'alimentation, de la lutte contre la pauvreté et les inégalités réalisées par le CFSI et ses partenaires (96 % des missions) et également en France (4 %) notamment pour les actions de sensibilisation au droit à l'alimentation ;
- la recherche de fonds qui inclut les dépenses liées à l'information des donateurs (au maximum 4 courriers par an) et à la recherche de nouveaux donateurs ;
- le fonctionnement à savoir la vie associative, les frais de gestion générale de l'association (locaux, services administratifs) et la communication institutionnelle ;
- les reports en fonds dédiés des subventions et des dons qui correspondent aux engagements pris durant l'année 2021 pour des programmes pluriannuels et non réalisés durant l'exercice.



L'utilisation des fonds issus de la générosité du public

Le compte d'emploi des ressources présente l'utilisation des fonds issus de la générosité du public. En 2021 le CFSI a utilisé 714 848 € de fonds issus de la générosité du public. Ce montant correspond à la collecte de l'année (612 647 €) à laquelle s'ajoute la reprise des fonds dédiés (102 201 €).

448 636 € ont été imputés aux missions sociales dont 47 000 € correspondant à un legs inscrits en engagements pour les programmes pluriannuels (ligne reports en fonds dédiés de l'exercice). La quasi-totalité des montants affectés aux missions sociales correspond au financement des initiatives soutenues à l'international, à savoir le soutien à des initiatives sur le terrain en faveur du consommateur local, des droits humains, de la jeunesse et de la lutte contre la pauvreté. 266 212 € ont été utilisés pour l'information des donateurs et la recherche de nouveaux donateurs.



Le bilan du CFSI

ACTIF EN EUROS	31/12/2020	31/12/2021	PASSIF EN EUROS	31/12/2020	31/12/2021
Actif immobilisé	37 555	104 038	Réserves	423 415	423 826
Créances	3 183 075	2 138 982	Fonds dédiés	1 619 921	2 649 454
Trésorerie	1 847 060	3 084 297	Provision pour risques		
Charges constatées avance	2 243 646	1 436 737	Dettes (dont PCA)	5 268 000	3 690 774
TOTAL ACTIF	7 311 336	6 764 054	TOTAL PASSIF	7 311 336	6 764 054

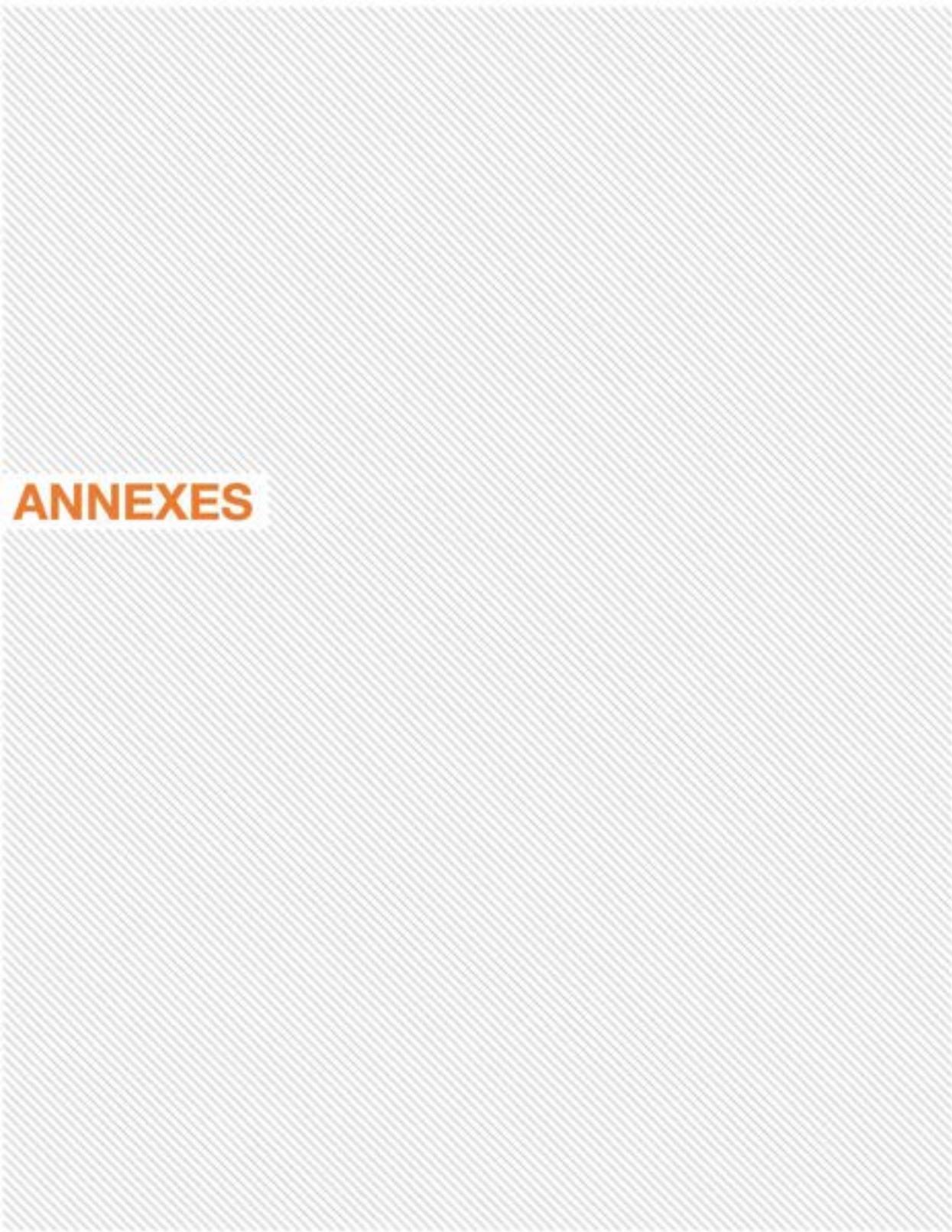
Le bilan présente la situation financière de l'association à la date de la clôture de l'exercice. La baisse du total du bilan reflète les principes d'action du CFSI. Pour être efficace, le CFSI inscrit dans la durée ses missions avec ses organisations membres ou des partenaires. L'état d'avancement des programmes fait varier chaque année le montant des charges et des produits constatés d'avance.

Les réserves du CFSI (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotations aux engagements) correspondent à 1,6 mois d'activités. Ce ratio est inférieur à celui de 2020 du fait de l'impact de la pandémie qui a entraîné une baisse de nos dépenses d'activité en 2020. Il reste toujours insuffisant pour assurer la pérennité des actions du CFSI.

Certification des comptes : les comptes de l'exercice 2021 ont été certifiés par Doucet, Beth et associés, représenté par Madame Nathalie Elio, commissaire aux comptes du CFSI.

Publication des comptes : les comptes détaillés sont déposés chaque année sur le site du Journal Officiel. Ils sont disponibles sur le site Internet du CFSI et sont envoyés par courrier sur simple demande.

Agrément : le 24 mars 2022, le Don en Confiance a renouvelé l'agrément triennal du CFSI. Le Don en Confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis plus de 30 ans, il a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur quatre grands principes : fonctionnement statutaire et gestion désintéressée, rigueur de la gestion, qualité de la communication et de la collecte de fonds, transparence financière. Les organisations agréées s'engagent à respecter cette Charte. Le Don en Confiance en contrôle l'application. Pour en savoir plus : www.donenconfiance.org.



ANNEXES

Liste des projets sélectionnés et suivis en 2021

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS D'ACTION	Porteur	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT					
Guinée-Bissau	Essor	Asas de Socorro	Renforcer durablement les acteurs urbains et périurbains de la filière agroécologique de Bissau	50 000 €	36
multipays	Sol	CNCR	Atlas des politiques agricoles européennes et ouest-africaines : conflits d'intérêts ou enjeux partagés ?	30 000 €	24
Togo	ETD	Resolis	Promotion du consommateur local au Togo	15 000 €	12
TOTAL financement CFSI et Agence Française de Développement				95 000 €	
FINANCEMENT FONDATION DE FRANCE					
Bénin	Urp-al	Icra	Promouvoir le poulet Bénin par l'éducation et des primes à l'achat	50 000 €	36
Burkina Faso	Coopake	Ethiquable	Approvisionnement des centres urbains et ruraux en produits de bonne qualité	47 930 €	36
Burkina Faso	Afdi Aura	UMPL-B	Innovations pour l'optimisation de la filière lait !	50 000 €	36
Côte d'Ivoire	Fert	Urmag	Développement de services d'appui à la commercialisation de produits maraîchers au niveau de l'Urmag	50 000 €	36
Guinée-Bissau	OGD	AVSF	Mise en valeur du patrimoine agro-forestier de Bolama	50 000 €	36
Mali	AT	UGM	Développement des circuits de commercialisation des produits maraîchers bio au Mali	50 000 €	36
Sénégal	Solidagro	ANPDI	Appui à la promotion du consommateur local dans les zones rurales pauvres du Niombato	41 787 €	39
Sénégal	Grdr Sénégal	Commune de Ziguinchor	Système alimentaire durable et approvisionnement de la restauration de rue - Sadaar	50 000 €	36
Togo	Enpro	Gret	Appui à la structuration d'une filière courte agroécologique au Togo (Pasfa)	49 997 €	36
TOTAL financement 2020 Fondation de France				439 714 €	

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT

PORTEUR	Territoire	Titre de l'initiative	Montant attribué	Durée en mois
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT				
Batik	France	Comment favoriser l'accueil des réfugié-es dans les zones rurales ?	14 004 €	10
CGT	France	ESS et solidarités internationales : regards croisés	18 600 €	6
Grdr	France	Réussir l'action syndicale du local à l'international	18 000 €	6
SOL	France	Echange de territoire à territoire : partage d'expériences et réflexion collective pour l'agroécologie et la préservation des semences paysannes en France et au Sénégal	7 343 €	6
Univers-sel	France	Conception d'une boîte à outils "Mécénat de compétences et autres dispositifs pro-bono" et animation d'une plateforme régionale portant sur la valorisation des compétences au profit de la Solidarité Internationale	10 262 €	6
TOTAL des financements pour les animations territoriales			68 209 €	

PCPA CONGO

INTITULE DU PROJET	Porteur	Subvention
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Gestion durable des déchets ménagers dans l'arrondissement 1 Makélékélé	Protecting environment association	10 648 €
Promotion des droits à la santé	Compagnie du devoir et de l'action	10 941 €
TOTAL fonds d'appui dynamiques locales		21 589 €
Travailler sur la collecte de données statistiques des PVH, pour un meilleur plaidoyer	Associat. de lutte contre la pauvreté et pour la protection de la nature	16 250 €
TOTAL fonds d'appui dynamiques nationales		16 250 €
Appui à l'autonomisation et à la protection des droits de 40 jeunes filles et jeunes garçons en situation de vulnérabilité sur le marché de l'emploi dans les communes de Pointe-Noire et de Dolisie.	Association des Jeunes pour l'Innovation au Développement	12 515
Amélioration des conditions de vie des veuves des arrondissements de Brazzaville	Association Dignité Féminine	12 466
Appui à la réinsertion des détenus vulnérables et à la construction d'un système pénitentiaire idéal en République du Congo	Association pour les Droits de l'Homme et l'Univers Carcéral	12 911
Accès à la justice et l'appui économique des personnes vivantes avec le VIH/SIDA	Association des Femmes pour le Développement de la Bouenza	12 840
Projet de renforcement des capacités des filles mères vulnérables pour la protection de leurs droits économiques et sociales et leur autonomisation.	Association des Filles Mères Désœuvrées de Mouyondzi	13 000
Lutte contre les violences faites aux jeunes filles mères vendeuses du marché de Fond Tié-Tié à Pointe Noire	Association Nationale Pour L'Éducation Périnatale	12 871
Autonomisation et droits humains	Association pour la Protection des Droits des Peuples Autochtones et de Personnes Vulnérables	12 654
Consolidation du projet d'appui à la promotion des droits des personnes vivant avec handicap	Association des Personnes Handicapées de Makoua	13 000
« Accompagner et appuyer à l'autonomisation, les enfants et jeunes marginalisés dans l'arrondissement 7 Mfilou »	Association pour le Respect des Droits des Populations Autochtones, du Développement Durable et du Droit de l'Homme	12 765
Réduire les inégalités de genre par l'accroissement économique du pouvoir économique social et culturel de la femme vulnérable.	Cercle pour la Renaissance de Dolisie	12 768
Appui à la protection des enfants et jeunes marginalisés dans l'arrondissement 8-Madibou.	Enfance Créatrice de Développement	9 877
« Droits et Autonomisation Socioéconomique de la veuve ».	Œuvre Notre-Dame des Veufs et Orphelins du Congo.	12 867
Autonomisation globale des 60 filles mères par l'éducation juridique et l'insertion socioprofessionnelle à Mougali	Union Nationale des Associations Culturelles Artisanales et Agricoles pour le Développement du Congo	12 959
OSC Active pour le Développement	Association des Consommateurs d'Eau et d'Electricité de Makoua	3 250
Projet de renforcement des capacités des Acteurs de la société civile du Niari et des collectivités locales sur la Décentralisation, le Développement local et le contrôle citoyen de l'action publique	Cercle de Réflexion pour le Développement Socio-Economique	3 179
Renforcement des capacités en gestion du cycle de projet	Organisation d'Appui pour le	3 148

Développement Social		
Etude sur la disponibilité de l'eau et des désinfectants, dans les ménages vulnérables, sur les risques de contamination de la COVID 19 du quartier 317 de l'arrondissement 3 « Tié-Tié »	Association de Défense des Droits des Consommateurs du Congo	6 500
Renforcement de capacités des OSC de Djambala	Jeunesse Chrétienne pour le développement	3 248
Projet de promotion des droits des patients et autres usagers des services de santé	Médecins d'Afrique	6 498
TOTAL financements fonds d'appui		189 315 €

Liste des projets pluriannuels suivis en 2021

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI				
Burkina Faso	ABADAS	UML-B	Mini-laiteries innovation et stratégie 2022	50 000 €
Guinée-Bissau	GRDR	BALOLAM	Appui à la commercialisation de masse de l'huile de palme durable en région de Cacheu	50 000 €
Sénégal	Grdr	CRCR	Approvisionnement des cantines scolaires et marchés de Ziguinchor en produits maraichers sains par les producteurs des quartiers péri urbains	50 000 €
Sénégal	SOL	FONGS	Promotion de la souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales	50 000 €
TOTAL financement CFSI				250 000 €
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT				
Bénin	Aced	Gret	Améliorer la mise en marché des produits maraichers agroécologiques issus du compost des jacinthes	50 000 €
Bénin	CREDI	PU	Une filière arachide forte comme alternative aux importations d'huile de palme au Bénin	41 661 €
Bénin	CS	ABS	Connexion agriculteurs consommateurs	30 000 €
Bénin	Urpal	-	Solidarité aux producteurs et au consommons local face aux effets du Covid-20	19 818 €
Burkina Faso	Apess	Gret	Plateformes d'innovations lait à Djibo, Banfora et Ouahigouya	50 000 €
Burkina Faso	Apil	-	Appui à l'amélioration de la résilience des agropasteurs affectés par la crise du Covid-19 dans la province du Sanmatenga	19 971 €
Burkina Faso	Aprossa	-	Appui aux initiatives de relèvement post crise Covid-19 de ménages vulnérables	20 000 €
Burkina Faso	Fepab	-	Appui à la résilience des jeunes agricultures face au Covid-19 (Parej-Covid-19)	20 000 €
Burkina Faso	TFL	Gret	Structuration et actions de plaidoyer de l'interprofession Lait au Burkina Faso	50 000 €
Burkina Faso	UPROMABIO	AFDM	Accélération de la consommation à grande échelle des fruits de l'agro-écologie au Burkina	50 000 €
Mali	ICD	-	Renforcement de la résilience du lait local face au covid-19 - Le lait local vs covid-19	19 916 €
Mali	Teriya Bugu	AAPBV	Renforcement d'une filière halieutique intégrée dans le cercle de Bla	50 000 €
Mauritanie	Gret	Soninkara	Réseaux et partenariats pour le maraîchage paysan au Guidimakha	50 000 €
Sénégal	ADOS	DÉPARTEMENT RANÉROU	Promotion, valorisation et consommation locale des produits forestiers du Ferlo (provacol-ferlo)	49 997 €
Sénégal	AT	Asdes	Les produits locaux transformés par des micro-entrepreneurs du Kaolack s'imposent	49 314 €

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
			sur le marché local	
Sénégal	Ipar	Inter-réseaux	Promotion du consommateur local à travers la valorisation des céréales locales et la connexion aux marchés	48 185 €
Sénégal	SOS Faim Be	ANPDI	Soutien aux femmes productrices, transformatrices et restauratrices de la filière lait à Fatick	15 426 €
Togo	AgroDR	Fondacio	Intensification agroécologique et conquête des marchés de proximité (Pamdiam 2020-2022)	30 000 €
Togo	ESF	Oadel	Du champ à l'assiette	50 000 €
Togo	Grad	Oadel	Promotion de la consommation de produits locaux pour soutenir la souveraineté alimentaire des pays africains	30 000 €
Togo	Oadel	-	Appui à l'élargissement de la distribution des produits alimentaires locaux à Lomé	15 283 €
multipays	Oxfam AO	-	Actions de plaidoyer pour des politiques commerciales et de développement favorables au lait local	16 000 €
TOTAL financement CFSI et Agence Française de Développement				775 478 €
FINANCEMENT FONDATION DE France				
Bénin	URP-AL	ICRA	Promotion du consommateur local en milieu scolaire	49 927 €
Bénin	URP-MC	JED	Promotion de l'aviculture familiale améliorée dans le Mono-Couffo (Pafa)	49 500 €
Bénin	PNOPPA	DD	Amélioration de la compétitivité de deux produits locaux (wagashi et ananas pain de sucre)	49 595 €
Bénin	AFL	Amap Bénin	Faciliter l'accès des produits agricoles locaux aux marchés institutionnels	50 000 €
Bénin	Afdi Aquitaine	Anoper	Accès au marché du fromage gassirè produit par les familles d'éleveurs du Bénin	50 000 €
Bénin	Hortitechs	-	Appui d'urgence à la filière fruits et légumes du Bénin pour des marchés institutionnels	15 745 €
Burkina Faso	APROSSA	AV	Appui aux initiatives locales de commercialisation des produits agricoles	49 761 €
Burkina Faso	FIAB	GRET	Valorisation des produits locaux (PFNL, lait, niébé) et professionnalisation des MPME agroalimentaires	50 000 €
Burkina Faso	RIKOLTO	UNPRB	Renforcement de l'accès des OP aux marchés institutionnels au Burkina Faso	49 882 €
Burkina Faso	RONGEAD	CNABIO	Consolidation de la filière maraîchage certifiée Bio SPG de la région de Ouagadougou	48 920 €
Burkina Faso	Gret		Construction d'un modèle d'entrepreneuriat social de vente d'aliments fortifiés locaux en milieu urbain	19 945 €
Burkina Faso	AFL	CPF	Accompagnement des Acteurs sur les marchés Institutionnels AGRICOLES	30 000 €
Burkina Faso	Fert	Fugcom	La Fugcom: OP actrice de son territoire pour mieux produire et vendre l'oignon	50 000 €

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
Burkina Faso	Trias	UPCPOSNM	Produire et vendre des oignons de qualité dans le Sanmatenga (Provos)	50 000 €
Burkina Faso	RPBHC	Nitidae	Mise en place d'une plateforme de transformation des produits locaux adaptés à la consommation des ménages ruraux et urbains	50 000 €
Burkina Faso	ESF	Apil	Filière Lait, durable, sociale et solidaire de l'Oubritenga : des consommateurs renouent avec le lait local	50 000 €
Côte d'Ivoire	APDRA	APCI	Tilo : développement de l'offre du tilapia local par la pisciculture familiale	50 000 €
Côte d'Ivoire	Nitidae	AIER	Un label ivoirien agroécologique et/ou biologique, de bons produits pour tous !	49 769 €
Ghana	Noe	Northcode	Développement d'une filière de miel villageois au Ghana	30 000 €
Ghana	KKP	SWA	Family farms for future food and improved quality of life project (4-FIQL-P)	38 875 €
Guinée	UNIVERS-SEL	FEDE KAFO	Développement durable de l'agriculture de mangrove (Déduram)	45 000 €
Guinée	Grdr	Cam	Développement d'une offre de qualité et valorisation des produits vivriers dans la restauration de rue à Boké	50 000 €
Mali	ICD	CIDR	Défi lait - Lutte contre la malnutrition rurale et urbaine par la valorisation du lait local au Mali	50 000 €
Mali	RIKOLTO	PNPR-M	Au Mali, les OP de riz accèdent à une part importante des marchés institutionnels	45 735 €
Mali	Grdr	RHK	Promotion des filières porteuses pour nourrir les villes	50 000 €
Mali	Grdr	UNMFR-M	Jeunesse et emploi pour nourrir les villes	50 000 €
Mauritanie	Gret	Soninkara	Structuration des filières maraîchères dans le Guidimakha	50 000 €
Multi pays	AFL	OADEL	Promotion des produits locaux à travers la restauration sur les marchés de masse et institutionnels (Parmi)	50 000 €
Multipays	Urgenci	Cfape	Consolider et populariser les partenariats locaux solidaires pour l'agroécologie	50 000 €
Multipays	Roppa	Inter-réseayx	Ensemble pour un dialogue politique qui booste les achats des produits locaux (pro-locaux)	48 000 €
Niger	Iram	Karkara	Nariindu 2 : consolider les acquis, changer d'échelle	50 000 €
Niger	Iram	Karkara	Nariindu 3: promouvoir le lait local au Sahel	50 000 €
Sénégal	SOS FAIM BELGIQUE	ANDPI	Une alimentation plus locale et diversifiée dans les cantines scolaires rurales défavorisées	49 546 €
Sénégal	CEEDD	SUKHALI	Reconnecter les marchés locaux par la végétalisation des quartiers urbains et périurbains	49 956 €
Sénégal	Fapal	-	Pour la reconquête de la consommation familiale en produits locaux au Sénégal	19 200 €
Sénégal	Fongs	Gret	Accès des femmes à la terre et au marché	50 000 €

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
			pour une alimentation saine et durable (Aftema)	
Sénégal	Gret	Apess	Diversification des revenus et développement des filières locales à Dagana	50 000 €
Sénégal	Grdr	Cicodev	Soutien à la relocalisation de l'alimentation à Rufisque	50 000 €
Sénégal	Rikolto	Feproba	Des solutions digitales pour une gestion efficace de la commercialisation du riz	49 532 €
Sénégal	Enda Pronat	WFD	Commercialisation en masse des légumes sains dans les marchés territoriaux ruraux et urbains	49 950 €
Sénégal	SOS Faim Be	Adid	Le lait du Djoloff à la conquête du marché sénégalais	50 000 €
Sénégal	Gret	Apess	Filière lait à Dagana : concertation interprofessionnelle, services et diversification des débouchés	50 000 €
Sénégal	CNCR	Gret	Actions de plaidoyer pour des politiques commerciales et de développement favorables aux productions maraichères et arboricoles locales (Haute Casamance)	20 000 €
Togo	ETD	Resolis	Repérage d'initiatives alimentaires responsables et durables	50 000 €
TOTAL financement Fondation de France				1 584 449 €

ALIMENTERRE – Coordination territoriale

Coordination	Territoire	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Artisans du Monde Bourg en Bresse	Ain	3 000 €
Association A.N.I.S étoilé	Auvergne	12 400 €
Association Lafi Bala	Languedoc-Roussillon	14 000 €
Cap Solidarités	Hauts de France	9 000 €
Centraider	Centre Val de Loire	10 200 €
Collectif Régional d'Associations de Solidarité Internationale	Midi-Pyrénées	10 500 €
Coopération Atlantique Guinée 44	Pays de la Loire	13 200 €
CREDI-ONG / Réseau France-Bénin	Bénin	7 600 €
E'changeons le Monde	Hauts-Alpes	4 100 €
GESCOD	Grand Est	9 000 €
Horizons solidaires	Normandie	13 000 €
Maison des Droits de l'Homme	Limousin	9 400 €
OADEL / RECIDEV	Togo	13 200 €
Réseau associatif pour le Développement et la Solidarité Internationale en Nouvelle Aquitaine	Aquitaine	13 800 €
Réseau Bretagne Solidaire	Bretagne	12 100 €
Réseau Citoyenneté Développement	Bourgogne Franche-Comté	10 000 €
TOTAL des financements pour les coordinations territoriales		164 500 €

AGRICULTURE ET ALIMENTATION – Initiative territoriale lait

Coordination	Territoire	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT ET FONDATION DANIEL ET NINA CARASSO		
Anis Etoilé	Auvergne Rhône Alpes	28 675 €
Guinée 44	Pays de la Loire	28 675 €
Horizons Solidaires	Normandie Burkina Faso / Mali	28 675 €
Réseau Bretagne Solidarité	Bretagne / Burkina Faso	28 675 €
RéCiDev	Bourgogne / Franche Comté Sénégal	11 300 €
TOTAL des financements pour les animations territoriales lait		164 500 €

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT

PORTEUR	Territoire	Titre de l'initiative	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT			
ADESAF	Allonnes (Pays de la Loire) Sangha (Mali)	Le développement local durable à Allonnes (France) et à Sangha (Mali) plus d'alliances pour plus de réciprocité entre les territoires	40 000 €
Cap Solidarités	Hauts-de-France Oujda (Maroc) Saint-Louis (Sénégal) N'Djamena (Tchad)	ODD LLabs : les ODD pour des territoires inclusifs et ouverts sur le monde	58 000 €
CFDT	Sénégal France	Favoriser le travail décent de personnes en situation de précarité	60 000 €
CGT France	Bretagne Inde Bangladesh Philippines Corée du Sud Japon	L'urgence climatique et écologique et la transition socialement juste	60 000 €
Grdr Migration Citoyenneté Développement	Oran et Tlemcen (Algérie) Nouvelle Aquitaine Hauts de France	Développement des Initiatives Citoyenne et Economique des habitants des quartiers défavorisés entre la France et l'Algérie	60 000 €
Guinée 44	Basse Guinée Pays de la Loire	Contribuer au développement économique et social, inclusif et durable, des territoires ruraux des préfectures de Kindia et de Boké	60 000 €
Pays de Savoie solidaires	Savoie Bignona (Sénégal)	Terra Pro (Territoires Apprenants et Professionnalisants)	60 000 €

PORTEUR	Territoire	Titre de l'initiative	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT			
Secours populaire français	Comasagua (Salvador)	Des acteurs pluriels, au Salvador et en France, développent des liens solidaires et professionnels et agissent en complémentarité pour répondre à des enjeux économiques, sociaux et environnementaux	60 000 €
	Nouvelle Aquitaine		
	Ile de France		
	Grand Est		
	Occitanie		
	Catalogne (Espagne)		
UNIVERS-SEL	Guérande Delta du Siné Saloum (Sénégal)	Projet d'appui à la valorisation de la production de sel des exploitations familiales du delta du Sine Saloum (APEFASS)	60 000 €
Total des initiatives pilotes			518 000 €
Coopération Atlantique Guinée 44	France	Dispositifs, pratiques et outils de la coopération internationale en Pays de la Loire pour améliorer notre contribution collective aux ODD ici et ailleurs en renforçant les approches pluri-acteurs	34 660 €
IFAID	France	Les acteurs territoriaux au service d'une coopération renforcée	31 000 €
Total des animations territoriales			65 660 €

PCPA ALGÉRIE - JOUSSOUR

INTITULÉ DU PROJET	Porteur	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Etre piéton ça s'apprend	AFD	13 650 €
TOTAL fonds d'appui aux animations thématiques		13 650 €
Une société accessible aux personnes handicapées est une société de droits accessible à tou-te-s	Fédération Algérienne des personnes handicapées (FAPH)	42 443 €
Total des fonds d'appui aux projets		42 443 €
Valorisation en France du PCPAJoussour	Coup de soleil	2 000 €
Total des fonds d'appui à la valorisation de l'utilité sociale de l'action associative en France		2 000 €
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT ET UNION EUROPENNE		
L'autre regard et sensibilisation aux gestes barrières Covid-19 (Zéro Pandémie)	Bariq21	1 926 €
Total des fonds d'appui à la valorisation de l'utilité sociale de l'action associative en Algérie		1 926 €

PCPA CONGO

INTITULE DU PROJET	Porteur	Subvention
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT, L'UNION EUROPEENNE		
Respectons et promouvons les droits des personnes vulnérables	Association pour le Développement Urbain et Rural	17 000 €
Total des fonds d'appui aux projets CFSI / AFD / UE		17 000 €
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT, L'UNION EUROPEENNE		
Concertation multi-acteurs pour accroître la contribution de l'artisanat à la création d'emplois, à la diversification de l'économie locale et à la réduction de la pauvreté à Dolisie et Pointe-Noire.	Association pour l'Assistance et le Développement des Jeunes Filles Mères	11 242 €
Prise en charge pluri dimensionnelle du couple mère-enfant	Association congolaise pour le bien-être familial	11 246 €
La lutte contre les violences faites aux femmes	Association Femmes et Emancipation	11 250 €
Contribution à l'amélioration de la production agricole de Makoua	Association jeunesse active de Makoua	11 236 €
Entretien de la piste agricole du bassin de production de Mbindjo	Association pour la promotion des écosystèmes tropicaux et pour la protection de l'environnement	11 246 €
Travail sur les questions environnementales	Association routes, agriculteurs et éleveurs du Congo	11 248 €
Luttons contre la violence et la maltraitance faites aux Enfants	Secours International du Mouvement Chrétien pour la Solidarité	11 249 €
Le développement de la cacao culture dans le département de la Sangha	Univers des défenseurs des écosystèmes de Miélé-Kouka	11 248 €
Total des fonds d'appui dynamiques locales		89 964 €
La jeunesse un enjeu majeur et partagé au Congo	Association des Scouts et Guides du Congo	16 250 €
Projet de structuration et de consolidation de la Plateforme Dette et Développement	Fondation Niosi	15 424 €
Renforcement de la structuration du réseau en vue de la protection des droits des consommateurs en république du Congo	Observatoire congolais des droits des consommateurs	15 833 €
Promotion, respect et mise en œuvre des droits de l'enfant	Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture	15 921 €
Total des fonds d'appui dynamiques nationales		63 428 €

Instances associatives

Organisations membres (décembre 2021)

Association pour le développement économique et social en Afrique (Adesaf), Agrisud International, Batik International, Cap Solidarités, Guinée 44, Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération Générale du Travail (CGT), Cités Unies France (CUF), Échoppe, Élevages sans frontières (ESF), Essentiel, Essor - Soutien Formation Réalisation, Fédération Artisans du Monde, Grdr - migration citoyenneté développement, Gret, Ingénieurs sans Frontières (ISF), Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement (Ifaid), Pays de Savoie Solidaires, Secours populaire français (SPF), Sol, Syndicat National de l'Enseignement Technique et Agricole Public - Fédération syndicale Unitaire (Snetap-FSU), Univers-Sel, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Éducation et d'Orientation (UNMFREO), Xylm.

Conseil de direction renouvelé par moitié le 30 Juin 2021

ORGANISATION	TITULAIRE	
	Yves	Le Bars
BATIK International	Sarahi	Guttierez
BATIK International - suppléante	Pauline	De la Cruz
Cap Solidarités	Yaël	Guillemin
Cap Solidarités – suppléante	Faustine	Wawak
CGT	Marie-Christine	Naillod
CGT – suppléante	Renata	Tretiakova
Coopération Atlantique	Pierre	Demerle
Coopération Atlantique – suppléante	Benoît	Tricoche
Cités Unies France	Alain	Vaujany
Cités Unies France – suppléante	Geneviève	Sevrin
Élevages sans frontières	Bruno	Guermonprez
Élevages sans frontières - suppléante	Pauline	Casalegno
Grdr	Olivier	Le Masson
Grdr - suppléant	Yvan	Le Coq
Gret	Damien	Thibault
Gret – suppléant	Rodolphe	Carlier
Ingénieurs sans Frontières	Emilie	Prevost
Ingénieurs sans Frontières - suppléante	Louise	Seconda
Pays de Savoie Solidaire	Laurent	Balas
Pays de Savoie Solidaire – suppléante	Mireille	Montagné
Sol	Clotilde	Bato
Sol – suppléante	Audrey	Boullot
UNMFREO	Valérie	Plougastel

ORGANISATION	TITULAIRE	
UNMFREO - suppléante	Cécilia	Cainjo

Président élu par l'Assemblée générale du 27 juin 2017

Yves Le Bars

Bureau élu par le conseil de direction du 5 octobre 2021

Vice-présidente	Sarahi Gutierrez
Trésorier	Rodolphe Carlier
Secrétaire	Jean-Philippe Delgrange

Comité stratégique du programme « Coopérer autrement en acteurs de changement » (nommé par le conseil de direction fin 2018)

- trois représentants du conseil de direction : Damien Thibault (Gret), Olivier Le Masson (GRDR), Faustine Wawak (Cap Solidarités)

Comités consultatifs en 2021

Les membres des Comités consultatifs sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable une fois. Ils participent à l'instruction des projets financés par le CFSI et de proposent au bureau les projets à retenir.

NOM	Représentant d'une organisation membre du CFSI	Nommé en	Thématique
Clotilde Bato	Oui (Sol)	2020	Agriculture et alimentation
Martine François	Oui (Gret)	2018	Agriculture et alimentation
Christophe Jacqmin	Non	2018	Agriculture et alimentation
Yvan Le Coq	Non	2020	Agriculture et alimentation
Julie Stoll	Non	2020	Agriculture et alimentation
Emmanuel Matteudi	Non	2019	Coopérer autrement
Ousmane Syll	Non	2019	Coopérer autrement
Bruno Chabasse	Non	2020	Coopérer autrement
Rose-Marie Saint Germès Akar	Non	2020	Coopérer autrement
Faustine Wawak	Oui (Cap Solidarités)	2019	Coopérer autrement
Thibault Queguiner	Oui (Elevages sans frontières)	2019	ALIMENTTERRE
Cecilia Cainjo	Oui (UNMFREO)	2019	ALIMENTTERRE

L'équipe salariée au 15 juin 2022

Comptable	David Baidal Léon	Comptabilité
Chargée d'information agriculture et alimentation	Hélène Basquin Fané	Gestion et animation du centre de ressources alimenterre.org Capitalisation Pafao
Responsable programme jeunesse et société civile	Agnès Belaïd	PCPA Algérie Coopérer autrement en acteurs de changement
Responsable administrative et financière	Fabienne Clochette	Gestion administrative et financière
Responsable programme agriculture et alimentation	Isabelle Duquesne	Gestion et animation programme agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
Responsable plaidoyer institutionnel	Pascal Erard	Plaidoyer vis-à-vis des décideurs européens
Responsable programme société civile et participation	Astrid Frey	PCPA Congo Coopérer autrement en acteurs de changement
Chargée de mission donateurs et logistique	Margaux Geoffroy	Relation donateurs, appui administratif
Chargée de mission agriculture et alimentation	Chikomborero Gonese (CDD – rempl. A. Moreau)	Suivi fonds agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
Chargée de communication	Minh Maudoux	Communication : proposition et suivi des orientations générales Supports : création et diffusion
Chargée de mission agriculture et alimentation	Alice Moreau (CDD – rempl. I. Duquesne)	Suivi fonds agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
Déléguée générale	Anne-Françoise Taisne	
Chargée de programme citoyenneté et réseau ALIMENTERRE	Gülseren Verroust Altun	Animation du réseau ALIMENTERRE et festival de films

Glossaire

Alliss	Alliance Sciences Société
AFD	Agence Française de Développement
APD	Aide publique au développement
APE	Accord de partenariat économique
CAAC	Coopérer autrement en acteurs de changement
CEDEAO	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CFDT	Confédération Française et Démocratique du Travail
CGT	Confédération Générale du Travail
CNIEL	Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière
ECVC	Coordination européenne Via Campesina
FADM	Fédération Artisans du Monde
F3E	Évaluer, échanger, éclairer
Grdr	GRDR – migration, citoyenneté, développement
INRAE	Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
ISARA	Institut supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSC	Organisation de la société civile
PAC	Politique agricole commune
Pafao	Programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
PCPA	Programme concerté pluri acteurs
Red	Réseau Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale
Roppa	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest
UE	Union européenne
UNDROP	Déclaration des Nations unies sur les Droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales
UNMFREO	Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et d'Orientation



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

17 rue de Châteaudun Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
F-75009 Paris

N° ISSN : 2647-0322

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

